

62% DES ENTREPRISES EUROPEENNES UTILISATRICES DU CIR ONT AUGMENTE LE NOMBRE DE LEURS INNOVATIONS MISES SUR LE MARCHÉ, SELON LE 7^{ème} BAROMETRE EUROPEEN DE L'INNOVATION D'ALMA CONSULTING GROUP

La septième édition du baromètre de l'innovation d'Alma Consulting Group a été menée auprès de 2041 entreprises innovantes, PME, ETI et grands groupes de 9 pays européens : la France¹ bien-sûr mais également l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, la Hongrie, la Pologne, la Belgique et la République Tchèque. Le baromètre a pour vocation de dresser un état des lieux de l'utilisation des différents dispositifs européens et de déterminer leurs impacts sur les entreprises innovantes européennes ainsi que sur l'emploi R&D et des investissements R&D.

Trouver les leviers financiers, problématique n°1 des entreprises innovantes

Dans un contexte européen de forte contrainte budgétaire, les différents gouvernements mettent en regard les dépenses générées et les impacts concrets en termes de R&D.

Le baromètre révèle que cette année, le financement externe d'un projet innovant d'une entreprise européenne repose à **66% sur des financements publics** (aides directes et indirectes) et à **34% sur des financements privés** (private equity, public equity, crédits bancaires).

Trouver les bons leviers financiers devient en 2011 l'enjeu principal pour 45% entreprises innovantes européennes, devant la protection des innovations (29%) ou le management des ressources humaines dédiées à l'innovation (35%). « C'est une preuve que la crise cristallise les entreprises innovantes sur le financement, les rendant d'autant plus sensibles à toute évolution des dispositifs de financement de l'innovation », explique Abbas Djobo, Directeur du pôle Innovation d'Alma Consulting Group.

D'autant plus que les entreprises font état d'une allocation de fonds privés qu'elles jugent nettement insuffisante : une entreprise innovante sur trois s'avoue insatisfaite du crédit bancaire (34%), du « private equity » (35%), et des subventions & avances remboursables (32%).

Le CIR, premier dispositif de financement pour les entreprises européennes

Sans surprise et malgré son absence en Allemagne, le CIR reste cette année, le dispositif le plus utilisé en Europe avec **53%** des entreprises européennes.

La proportion des entreprises est plus importante en France avec 67% qui en sont utilisatrices.

Si le CIR reste incontournable au Royaume-Uni, en France et en Belgique² (utilisation par plus de 65% des répondants), il apparaît beaucoup moins utilisé (inférieur à 37%) en Europe Centrale où les dispositifs sont plus jeunes (une rénovation en 2004 en Hongrie, 2005 en République Tchèque). L'Allemagne ne dispose pas de CIR mais 65% des entreprises allemandes interrogées pensent qu'il deviendrait un dispositif clé de soutien à l'innovation. De même en Pologne, où il serait souhaité par 96% des entreprises.

Le dispositif CIR présente le meilleur taux de satisfaction au regard des fonds alloués avec un score de 77%. Plus globalement, la satisfaction des entreprises françaises, portugaises et anglaises sur le dispositif est un **plébiscite : il atteint 84%**.

« Le regard que portent les entreprises européennes sur le CIR est bien sûr très positif : 1 sur 2 le considère comme un dispositif clé de soutien à l'innovation, près d'une sur 3 comme une nécessité. », indique Abbas Djobo.

Le CIR dope les investissements R&D, l'emploi R&D et les innovations

En termes de montants alloués, 87,8% des CIR distribués sont inférieurs à 500 000€.

Sur le terrain, **62% des entreprises européennes utilisatrices du CIR ont augmenté le nombre de leurs innovations sur le marché et pour 49% leur effectif R&D.**

En France, les chiffres sont encore plus éloquentes : **le CIR français a eu en 2010 un effet de levier plus important que celui d'autres pays Européens et notamment sur l'emploi en permettant à 64% des entreprises d'augmenter leurs effectifs R&D et 75% d'entre elles ont augmenté le nombre de leurs innovations commercialisées.**

¹ (620 entreprises pour la France).

² Le CIR fait partie d'un ensemble de mesures appelées Incitants Fiscaux à l'Innovation

Le CIR est réinvesti par la grande majorité des entreprises en R&D, soit près de 56% d'entre elles (chiffre stable à isopérimètre vs 2010). Cela concerne 58% des PME. Un score en France amélioré une fois de plus car elles sont 60% à réinvestir dans la R&D.

On constate aussi que le CIR joue un rôle non négligeable d' « amortisseur économique » puisqu'1 entreprise sur 10 l'utilise pour des échéances plus court terme de trésorerie et de maintien de l'emploi.

De l'autre côté du panorama des dispositifs de financement de l'innovation, les aides et subventions sont un levier nécessaire pour toute entreprise qui souhaite initier des projets de recherche en partenariat. Du fait qu'elles interviennent en partie avant le lancement du projet, elles permettent à 6 entreprises sur 10 d'augmenter tant leur effectif R&D, que leurs partenariats de recherche.

« Il n'est pas tout à fait juste de comparer frontalement l'efficacité sur l'innovation du crédit d'impôt d'une part et de l'aide ou subvention de l'autre. En effet, ces deux modes de financements sont véritablement complémentaires et n'interviennent pas au même moment du projet R&D. En outre, ils dessinent deux façons de mener une politique de développement de l'innovation, fondées sur une perception différente du « temps stratégique ». Pour les Allemands, chantres de l'aide directe, le « temps stratégique » se situe avant ou lors la mise en place du projet de R&D, favorisant l'initiative des entreprises. Pour les Français, utilisateurs du CIR, « le temps de l'accompagnement » qui est privilégié : l'importance est accordée au développement de la R&D », analyse Abbas Djobo.

***Le CIR français sur-performe sur tous les aspects :
aussi bien au niveau de la R&D, des emplois que des innovations***

Selon vous, quel a été l'effet levier procuré par le CIR pour les entreprises européennes

Augmentation	x1	x1,5	x2	x3
des emplois en R&D	51,47%	31,25%	13,97%	3,31%
du nombre d'innovations commercialisées	38,52%	35,02%	19,46%	7,00%
de votre CA sur vos nouvelles offres	41,50%	36,76%	18,18%	3,56%
de votre présence à l'international	62,70%	20,08%	13,11%	4,10%

Selon vous, quel a été l'effet levier procuré par le CIR sur chacun des éléments ci-dessous ?

Augmentation ...	x1	x1.5	x2	x3
des emplois en R&D	36%	39%	22%	3%
des emplois hors R&D	79%	16%	4%	1%
du nombre d'innovations commercialisées	25%	38%	24%	14%
de votre CA sur vos nouvelles offres	36%	33%	25%	7%
de votre présence à l'international	63%	21%	12%	5%
de vos partenariats de R&D	45%	34%	18%	2%
de vos projets de développement durable	67%	18%	14%	0%

Les entreprises innovantes restent malgré tout optimistes en Europe

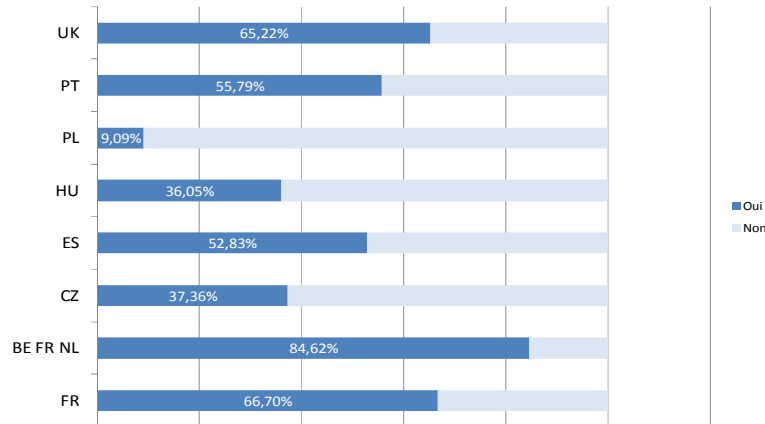
Les entreprises innovantes restent relativement optimistes : 73,7% des entreprises se disent confiantes dans l'avenir. Elles sont 86,7% à avoir maintenu voire augmenté leur budget R&D (dont 47,5% en hausse nette) sur les 3 dernières années. Les entreprises françaises sont parfaitement en ligne avec leurs voisines européennes (89,3%). En tête, avant l'Allemagne (+56%) c'est la Belgique qui connaît la plus grande hausse des investissements R&D avec 69%. Un bémol cependant pour les entreprises espagnoles à +36%. Concernant l'embauche, 46% des entreprises prévoient d'augmenter leurs effectifs R&D dans les 12 prochains mois, niveau honorable, avec un groupe de tête Allemagne (72%) et France (60%) et de queue avec la Pologne, Hongrie, Espagne, Portugal (30-35%).

Quant à leur stratégie, 56% des entreprises accordent à l'innovation la priorité. Bien que prépondérante dans les pays européens, l'innovation est moins prégnante, elle passe de 70% en 2010 à 56% en 2011 dans la liste des priorités au profit de la qualité et du lancement de nouveaux produits. Faut-il en conclure que les entreprises européennes se détournent de l'innovation pour autant ? La réponse est plus nuancée : si elle reste pour les pays comme l'Allemagne 79% et la France 66% une priorité, c'est moins le cas pour des pays comme la République tchèque, la Pologne

ou le Portugal qui misent d'avantage sur la qualité et la génération de nouveaux produits. Il faut y voir la conséquence à la fois de la crise et de la situation de ces pays dans la chaîne de l'innovation essentiellement sous-traitant.

EXTRAITS DU BAROMETRE DE L'INNOVATION

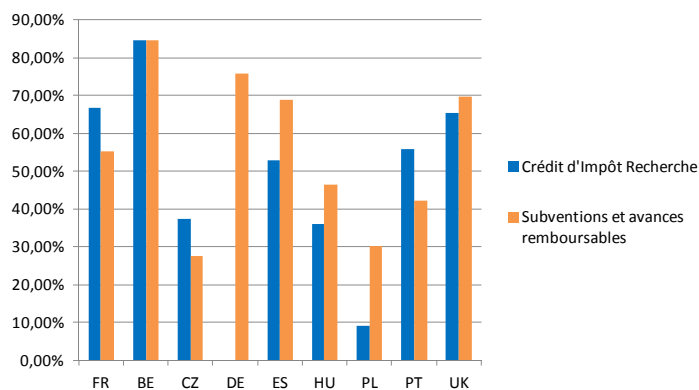
Les utilisations du CIR en Europe



*Belgique : comprend l'ensemble des incitants fiscaux à l'innovation

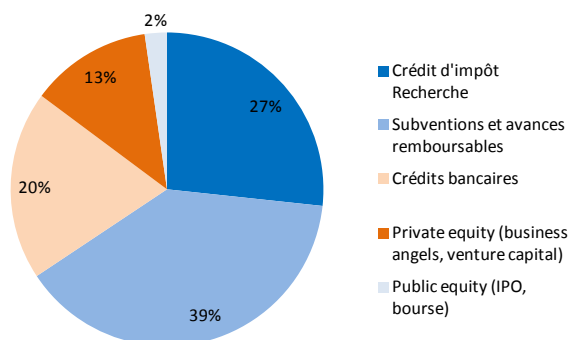
**Pologne : déduction fiscale pour l'achat de licence de brevet

Sur les trois dernières années, quelles ressources externes votre entreprise a-t-elle utilisées pour financer ses innovations ? - Zoom CIR & Subventions & Avances Remboursables

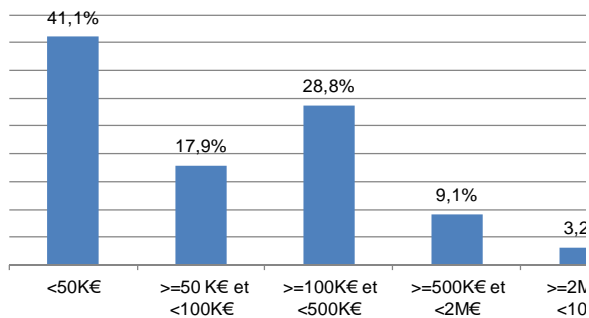


En 2011, le financement externe d'un projet innovant d'une entreprise européenne repose à 66% sur des financements publics et à 34% sur le privé (dont épargne).

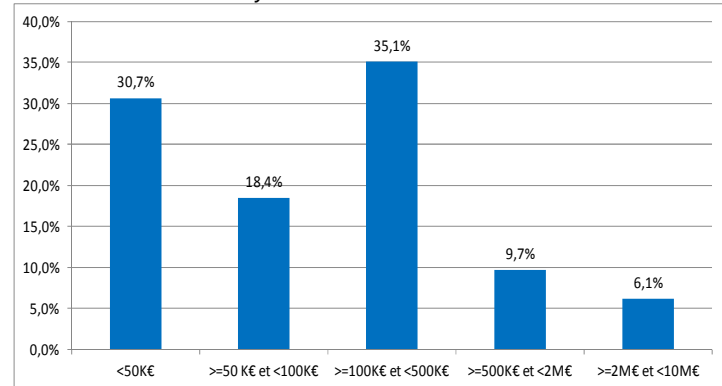
Quelles ressources externes votre entreprise a-t-elle utilisé pour financer ses innovations ? Moyenne pondérée en base 100



Montant moyen du CIR en Europe en 2010



Montant Moyen du CIR France



Quelles sont les 3 problématiques majeures que votre entreprise rencontre lorsqu'elle innove ?

Trouver les bons leviers financiers	44,62%
Réduire le temps de lancement des nouveaux produits ou services	39,39%
Manager efficacement les ressources internes et externes dédiées à l'innovation	34,88%
Protéger ses innovations	29,22%
Rechercher des experts technologiques	26,16%
S'y retrouver dans les systèmes publics d'aide à l'innovation	24,42%
Bien évaluer ses besoins en R&D	24,13%
Structurer et animer ses partenariats externes	23,40%
Innover en tenant compte des enjeux environnementaux et du développement durable	16,72%
Tenir les délais	15,70%

Quelles sont vos principales craintes concernant une éventuelle remise en cause du CIR par le législateur ?

Disparition du dispositif	54,15%
Réduction des postes de dépenses éligibles	33,19%
Réduction du montant d'aide global pour votre entreprise	29,26%
Complexification du dispositif	27,51%
Suppression des modalités d'octroi de l'aide (imputation, remboursement immédiat)	18,34%
Restriction du bénéfice à une seule catégorie d'entreprise (PME par exemple)	16,16%

Leader européen du conseil opérationnel, Alma Consulting Group (CA 2010 : 271 M€ et 1700 collaborateurs au 31/12/10) accompagne les grandes entreprises, les PME et les organismes publics à réaliser des économies sur leurs postes de charges et leurs taxes, maîtriser leurs différents coûts et obtenir des financements, aides ou subventions, sans jamais mettre en cause l'organisation ou les acquis sociaux. Avec une rémunération exclusivement indexée sur les résultats obtenus, les experts d'Alma Consulting Group réalisent des audits fiscaux (foncier, urbanisme), des audits sur les coûts sociaux, les achats non stratégiques, les coûts environnementaux et accompagnent les entreprises sur les projets de financements R&D, les projets environnementaux et énergétiques et les assurances (protection sociale et gestion actuarielle des organismes assureurs). Fondé en 1986 par Marc Eisenberg, Alma Consulting Group est présent dans 10 pays dont la France (Espagne, Royaume-Uni, Pologne, Belgique, Allemagne, Portugal, Hongrie, la République Tchèque et Canada). Alma Consulting Group est agréé par l'OPQCM (Office Professionnel pour la Qualification des Conseils en Management), certifié ISO 9001 nouvelle norme pour l'ensemble de ses activités depuis décembre 2003 et membre du Syncost, (Syndicat professionnel des sociétés de conseil opérationnel en optimisation des coûts).